

Contre Attaque IL Y A QUATRE ANS, DES NÉO-NAZIS EXÉCUTENT FEDERICO ARAMBURÚ : AUCUN HOMMAGE AU PARLEMENT, AUCUNE CONDAMNATION POLITIQUE

– Le 19 mars 2022, en pleine campagne présidentielle, des fascistes armés, amis avec des policiers, assassinent une star du rugby : silence médiatique et politique total –
«Le déballage actuel est à vomir !» C'était la réaction de l'avocat de la famille du rugbyman Federico Martín Aramburú le 20 février dernier, à propos des hommages à Quentin Deranque. Cet adorateur d'Hitler, entraîné au combat et auteur d'une embuscade contre des antifascistes à Lyon était transformé en Saint par toute la République. Sa grosse tête apparaissait en format XXL sur l'hôtel de la région Rhône-Alpes au cœur de Lyon. Une minute de silence au Parlement était organisée pour ce néo-nazi – un fait inédit dans l'histoire française. L'intégralité des médias publiaient des portraits enjoués du nerval hitlérien, décrit comme un jeune «philosophe catholique» pendant que les antifascistes étaient diabolisés et féroce­ment réprimés pour s'être simplement défendus. Nous avons assisté à l'un des moments politiques les plus écoeurants depuis la Libération, et à la campagne d'intoxication médiatique la plus ignoble jamais vue dans ce pays.

Car toutes les victimes ne se valent pas, et c'est ce que rappelait cet avocat. Les personnes tuées par l'extrême droite n'ont pas le droit à leurs portraits sur les bâtiments officiels, ni à plusieurs semaines de drame médiatique, ni à une minute de silence. La preuve avec Federico Martín Aramburú. L'avocat de sa famille faisait la comparaison entre le délire pour Quentin Deranque et «le silence politique d'il y a quatre ans, une monstruosité violemment assénée aux amis et à la famille [du défunt] ainsi qu'à toutes les victimes, avant et après lui».

Maître Christophe Cariou-Martin rappelait qu'à l'époque, il n'y a eu «aucune réaction publique, aucune condamnation». «Il y avait de tels manquements que le gouvernement n'avait pas intérêt à en parler», car «les deux auteurs, le soir des faits, ont dîné avec une personne issue de l'administration policière, alors qu'ils n'avaient pas le droit d'être ensemble, de se retrouver à Paris, d'être armés,

parce qu'ils étaient sous contrôle judiciaire». La mère du défunt avait aussi contacté l'an dernier le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, pour dénoncer l'absence de réaction officielle après le drame, sans succès.

Depuis plus d'un mois, Deranque est appelé «Quentin», comme s'il s'agissait d'un pote, mais aucun média n'avait titré sur l'assassinat de «Federico». Ceux qui ont parlé de ce crime mettaient son nom complet. Encore une méthode de manipulation, destinée à créer une proximité factice avec un fasciste, et à mettre à distance une victime de l'extrême droite.

Revenons sur l'affaire en tant que telle, qui est à la fois l'illustration de la violence néofasciste qui monte, mais aussi un scandale d'État à plusieurs niveaux, puisque les tueurs avaient des complicités jusqu'au sein de la police.

Nous sommes alors dans les derniers jours de la campagne présidentielle, le 19 mars 2022 au cœur de Paris : deux néo-nazis agressent un homme, non-blanc qui leur demandait une cigarette. Les injures racistes fusent, et un rugbyman argentin ayant une brillante carrière internationale, s'interpose : Federico Martín Aramburú. Avec son ami, il se retrouve roué de coups par les néo-nazis. Le plus violent, Loïk Le Priol, ancien du GUD – groupuscule violent d'inspiration fasciste, exhibe un brassard de police pendant la bagarre.

L'altercation ne s'arrête pas là. Les néo-nazis reviennent, armés, dans une jeep. Loïk Le Priol abat de plusieurs balles dans le dos Federico Martín Aramburú. Le père de famille meurt peu après. Assassiné par balle, en plein Paris, pour avoir réagi à une agression raciste. Ces faits, à eux seuls, auraient dû provoquer un séisme politique avant l'élection. Il n'en est rien. Les médias, qui se précipitent d'habitude sur le moindre fait divers, ont été d'une discrétion sidérante. Il ne fallait surtout pas gâcher la fin de campagne de Marine Le Pen ou, pire, risquer une présence de la gauche au second tour.

Le Ministre de l'Intérieur, qui publie plusieurs tweets par jour, n'avait pas eu un mot pour la victime. Ce meurtre est pourtant une affaire d'État. Car plusieurs jours plus tard, le tueur était arrêté, non pas par la police française, mais à la frontière ukrainienne où il s'apprêtait à rejoindre le front ! De quelles complicités ont-t-il bénéficié ? Comment le tireur a pu parcourir ces milliers de kilomètres après avoir exécuté un homme au cœur de la capitale ? Au domicile de Loïk Le Priol, des effets siglés Police, entre autres,

sont retrouvés. Chez son complice, un certain Bouvier, les enquêteurs retrouvent un buste d'Hitler et une dizaine d'armes à feu de différents calibres, un gilet pare-balles de la Police, mais aussi un exemplaire, en allemand, du livre Mein Kampf.

De révélations en révélations, l'affaire est de plus en plus vertigineuse : un policier de la DRPJ, la direction régionale de la police judiciaire, avait passé une partie de la soirée avec Le Priol et son complice, avant l'altercation puis les coups de feu. Le tueur avait déjà été condamné pour des actes de torture et de barbarie sur un de ses camarades fascistes. Il était donc en principe interdit de séjourner à Paris. Il avait aussi servi dans l'armée et avait étranglé, sans la tuer, une femme à Djibouti, alors qu'il était soldat. Le Priol se vantait aussi d'avoir «buté plus d'un mec». Un danger public. Et malgré cela, il se promenait tranquillement avec des armes, et mangeait avec un officier. Les complicités entre police et criminels d'extrême droite sont donc avérées, et cela n'a été révélé que plusieurs mois après, de façon confidentielle.

Les deux tueurs avaient aussi des liens directs avec le RN, puisque les fondateurs du GUD font partie du cercle rapproché de Marine Le Pen. Loïk Le Priol lui-même était lié à l'influenceur d'extrême droite Julien Rochedy. Il était au cœur de l'écosystème néofasciste. Là non plus : aucune enquête sérieuse sur ces réseaux, aucun appel à la dissolution du RN, et évidemment, aucune polémique sur les plateaux télé pour accuser les élus du RN. Le parti d'extrême droite a terminé sa campagne présidentielle sans aucune difficulté, préservé par l'écosystème médiatique.

En résumé : deux néo-nazis ultra-violents, poursuivis pour des actes criminels, se promenaient armés à Paris – alors qu'ils étaient sous contrôle judiciaire et interdits d'aller dans la capitale –, ils ont passé la soirée avec un gradé de la police, avant d'assassiner un homme par balles. Relisez cette phrase. Mesurez en la gravité. Et interrogez vous sur le fait que les éditorialistes ont organisé une omerta sur cette affaire. Quatre ans après, les mêmes éditorialistes créent un véritable culte autour de Quentin Deranque le nazi.

Le procès des assassins de l'ancien international de rugby argentin se tiendra en septembre 2026.